



# Conseil économique et social

Distr. générale  
16 avril 2018  
Français  
Original : anglais

**Pour information**

## Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2018

11-14 juin 2018

Point 3 de l'ordre du jour provisoire\*\*

### Rapport sur la mise en œuvre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies et sur le Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017

#### Principaux indicateurs de résultats<sup>1</sup>

Tableau 1

Critères satisfaits pour les principes normatifs, par nombre de bureaux de pays (2013-2017)

Principe normatif	Année	Nombre de bureaux de pays				Total
		Pleinement satisfait	Presque toujours satisfait	Partiellement satisfait	Lancement de l'action	
Droits fondamentaux	2013	42	56	26	4	128
	2014	122	6	0	0	128
	2015	117	9	2	0	128
	2016	115	12	1	0	128
	2017	114	13	0	1	128
Égalité des sexes	2013	13	60	46	9	128
	2014	32	52	29	15	128
	2015	35	49	33	11	128
	2016	51	51	22	4	128

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (4 mai 2018).

\*\* E/ICEF/2018/8.

<sup>1</sup> De nombreuses données sur les indicateurs de résultats sont présentées dans le compendium de données et le tableau de bord.



<i>Principe normatif</i>	<i>Année</i>	<i>Nombre de bureaux de pays</i>				<i>Total</i>
		<i>Pleinement satisfait</i>	<i>Presque toujours satisfait</i>	<i>Partiellement satisfait</i>	<i>Lancement de l'action</i>	
Viabilité environnementale	2017	59	51	11	7	128
	2013	15	35	38	40	128
	2014	16	34	29	49	128
	2015	39	28	46	15	128
	2016	45	30	42	11	128
	2017	46	36	39	7	128

Tableau 2  
**Critères satisfaits pour la mise en œuvre des stratégies, par nombre de bureaux de pays (2014-2017)**

<i>Stratégie de mise en œuvre</i>	<i>Année</i>	<i>Nombre de bureaux de pays</i>			<i>Total</i>
		<i>Appliquée</i>	<i>En partie appliquée</i>	<i>Actuellement non appliquée</i>	
Développement des capacités	2014	110	18	0	128
	2015	110	18	0	128
	2016	114	14	0	128
	2017	115	12	1	128
Production de données factuelles	2014	112	16	0	128
	2015	117	11	0	128
	2016	117	11	0	128
	2017	90	37	1	128
Coopération Sud-Sud	2014	76	45	7	128
	2015	91	31	6	128
	2016	89	35	4	128
	2017	87	38	3	128
Innovation	2014	16	44	68	128
	2015	18	50	60	128
	2016	25	51	52	128
	2017	28	43	57	128
Prestation de services	2014	82	24	22	128
	2015	85	23	20	128
	2016	95	13	20	128
	2017	88	23	17	128
Partenariats stratégiques	2014	62	51	15	128
	2015	75	47	6	128
	2016	80	41	7	128
	2017	80	42	6	128

Stratégie de mise en œuvre	Année	Nombre de bureaux de pays			Total
		Appliquée	En partie appliquée	Actuellement non appliquée	
Composante intersectorielle	2014	54	54	20	128
	2015	78	29	21	128
	2016	80	35	13	128
	2017	79	37	12	128

Tableau 3

**Principaux indicateurs de résultats de la gestion des programmes et des opérations (2014-2017)**

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	2017
<b>Amélioration de la qualité des programmes grâce à une gestion axée sur les résultats</b>								
<b>Plus grande responsabilité concernant les résultats</b>								
Bureaux de pays satisfaits de l'utilité des directives et du soutien techniques	73 %	93 %	94 %	98 %	97 %	> 80 %	> 80 %	> 80 %
Partenariats programmatiques mondiaux dans lesquels l'UNICEF joue un rôle de gouvernance et ressources supplémentaires mobilisées pour l'UNICEF par ces partenariats	3 (2014)	3	5	5	5	5	6	8
Résultats et produits des programmes de pays déclarés chaque année comme étant en bonne voie, atteints ou obtenus	79 % (2014)	79 %	75 %	75 %	78 %	80 %	80 %	80 %
Nouveaux descriptifs de programmes de pays approuvés par le Conseil d'administration, qui répondent aux normes institutionnelles relatives à l'approche fondée sur les droits de l'homme (examen quadriennal complet)	76,4 %	83 %	80 %	79 %	81 %	70 %	75 %	80 %
Nouveaux descriptifs de programmes de pays approuvés par le Conseil d'administration, qui répondent aux normes institutionnelles concernant la prise en compte de la problématique femmes-hommes (examen quadriennal complet)	67,2 %	<sup>a</sup>	74 %	72 %	75 %	70 %	75 %	80 %

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	
Nouveaux descriptifs de programmes de pays approuvés par le Conseil d'administration, qui répondent aux normes institutionnelles concernant la gestion axée sur les résultats (examen quadriennal complet)	78 % (2015)	<sup>a</sup>	77 %	77 %	77 %	75 %	80 %	85 %
Bureaux de pays faisant état d'activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans leurs rapports annuels (examen quadriennal complet)	88 %	86 %	89 %	84 %	88 %	92 %	95 %	95 %
Bureaux de pays répondant aux critères institutionnels pour le développement des capacités, les partenariats stratégiques et autres stratégies de mise en œuvre (examen quadriennal complet)	57 % (2014)	57 %	64 %	67 %	63 %	70 %	75 %	80 %
Bureaux de pays qui appliquent les instructions générales destinées aux pays de l'initiative « Unis dans l'action », ou certaines de leurs composantes (examen quadriennal complet)	28 %	41 %	53 %	63 %	64 %	45 %	60 %	80 %
Bureaux de pays satisfaits de l'accessibilité et de l'utilité des politiques programmatiques, des orientations et de l'appui intersectoriel	92 %	99 %	99 %	99 %	99 %	100 %	100 %	100 %
États Membres évaluant de manière positive la qualité des rapports de l'organisation sur les résultats et les mandats (examen quadriennal complet)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Pourcentage et nombre de situations humanitaires dans lesquelles les bureaux de pays bénéficient d'un soutien opérationnel, programmatique, financier ou politique effectif de la part du bureau régional et du siège	60 %	99 %	100 %	99 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	
Situations humanitaires majeures dans lesquelles l'UNICEF a rendu compte chaque mois, ou à une fréquence convenue avec l'Équipe de gestion des secours d'urgence, des progrès accomplis par rapport à un nombre limité d'indicateurs de résultats alignés sur les Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire	81 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Demandes d'achat soumises au Comité de contrôle des marchés et approuvées dès le premier examen	87 %	93 %	94 %	95 %	94 %	94 %	95 %	96 %
Innovations atteignant un stade prédéterminé	0	–	7	6	3	2	2	2
Bureaux de pays surveillant la proportion des contrats institutionnels attribués à des spécialistes des pays (examen quadriennal complet)	63 %	60 %	59 %	64 %	68 %	70 %	80 %	90 %
Bureaux de pays surveillant la proportion des contrats individuels exécutés par des spécialistes des pays (examen quadriennal complet)	65 %	64 %	63 %	68 %	71 %	70 %	80 %	90 %
Commandes d'articles inscrits sur la liste des fournitures d'urgence gérée par la Division des approvisionnements, prêtes à être livrées dans les 48 heures suivant l'approbation de la vente	90 %	81 %	98 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Commandes livrées au port d'entrée aux dates de livraison prévues	57 %	67 %	76 %	77 %	78 %	95 %	95 %	95 %
<b>Amélioration de la gestion des ressources financières et humaines en vue de l'obtention de résultats</b>								
<b>Supervision et assurance indépendantes de l'organisation</b>								
Évaluations de l'UNICEF ayant donné lieu à une réponse officielle de la direction	92 %	79 %	50 %	95 %	96 %	92 %	92 %	92 %
Évaluations de l'UNICEF jugées insatisfaisantes selon les normes de l'ONU	2 %	3 %	3 %	1 %	0 %	3 %	3 %	< 3 %
Bureaux de pays ayant soumis au moins une évaluation complète à la base de données mondiale au cours des trois années précédentes	75 %	74 %	76 %	76 %	87 %	75 %	78 %	80 %

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	
Bureaux de pays appuyant le développement des capacités des associations ou institutions d'évaluation nationales (examen quadriennal complet)	59	61	63	66	69	70	75	100
Recommandations d'évaluation convenues telles qu'enregistrées dans le système mondial de suivi des mesures prises en matière de gestion, en cours d'exécution	45 %	49 %	44 %	43 %	36 %	52 %	55 %	60 %
Recommandations d'évaluation convenues telles qu'enregistrées dans le système mondial de suivi des mesures prises en matière de gestion, appliquées	36 %	27 %	20 %	33 %	46 %	30 %	32 %	35 %
Bureaux/divisions qui n'ont pas donné suite aux recommandations d'audits au bout de 18 mois	3	8	5	3	2	< 10	< 10	< 10
Achèvement de l'enquête initiale dans des délais normaux (neuf mois)	85 %	80 %	66 %	73 %	67 %	90 %	90 %	90 %
<b>Gestion des finances, des technologies de l'information et des communications, et de l'administration de l'organisation</b>								
Part des dépenses d'appui à la gestion, à l'administration et aux activités visant à l'efficacité du développement dans le total des ressources	11,6 %	9,0 %	9,1 %	9,1 %	9,1 %	10,7 %	11,4 %	11,8 %
Situations d'urgence dans lesquelles les services information demandés ont été fournis conformément aux normes établies dans la version révisée des Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire	75 %	95 %	90 %	94 %	90 %	90 %	90 %	90 %
Cibles des accords de prestation de services externes atteintes ou dépassées	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Cibles des accords de prestation de services internes atteintes ou dépassées	76 %	80 %	80 %	80 %	>80 %	80 %	80 %	> 85 %
Projets exécutés dans le respect des délais, du cahier des charges et du budget	70 %	75 %	75 %	80 %	85 %	75 %	75 %	75 %
Pays mettant en œuvre des services communs (examen quadriennal complet)	117	115	115	120	125	115	115	115

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Pays mettant en œuvre des accords communs à long terme (examen quadriennal complet)	89	96	95	103	100	96	96	96
Pays mettant en œuvre une approche harmonisée des achats (examen quadriennal complet)	45	55	63	80	84	60	65	70
Pays mettant en œuvre une gestion commune des ressources humaines (examen quadriennal complet)	25	36	40	36	39	35	40	45
Pays assurant des services de l'informatique et des communications (examen quadriennal complet)	28	41	47	47	64	45	50	50
Pays assurant des services de gestion financière (examen quadriennal complet)	27	20	32	36	37	30	30	30
Dépenses de base consacrées à des activités de développement au titre des programmes (examen quadriennal complet)	74 %	83 %	84 %	85 %	85 %	80 %	80 %	80 %
Dépenses autres que celles de base consacrées à des activités de développement au titre des programmes (examen quadriennal complet)	95 %	94 %	93 %	92 %	93 %	93 %	93 %	93 %
<b>Relations extérieures et partenariats, communication et mobilisation de ressources de l'organisation</b>								
Rapports aux donateurs soumis en temps voulu	75 %	72 %	72 %	79 %	85 %	75 %	80 %	80 %
Recettes : ressources ordinaires (en millions de dollars des États-Unis)	1 265	1 326	1 174 <sup>b</sup>	1 317 <sup>b</sup>	1 424	1 240	1 272	1 329
Recettes : autres ressources (affectées aux opérations ordinaires) (en millions de dollars des États-Unis)	2 256	2 264	2 055 <sup>b</sup>	1 859 <sup>b</sup>	3 026	2 240	2 093	2 070
Recettes : autres ressources (affectées aux opérations d'urgence) (en millions de dollars des États-Unis)	1 332	1 579	1 780 <sup>b</sup>	2 015 <sup>b</sup>	2 127	1 229	919	924
Commentaires favorables ou très favorables sur l'UNICEF dans les grands médias mondiaux	67 %	67 %	75 %	75 %	76 %	> 70 %	> 75 %	> 80 %
Personnes en relation avec l'UNICEF par le truchement des plateformes numériques et médias sociaux de renommée mondiale (en millions)	15	20	30	37	48	25	35	40

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	
Classement mondial de l'UNICEF (position par rapport à d'autres organismes des Nations Unies)	Parmi les premiers organismes des Nations Unies	Parmi les premiers organismes des Nations Unies	Parmi les premiers organismes des Nations Unies	Parmi les premiers organismes des Nations Unies	Parmi les premiers organismes des Nations Unies	Parmi les premiers organismes des Nations Unies	Parmi les premiers organismes des Nations Unies	Parmi les premiers organismes des Nations Unies
Position de l'UNICEF parmi les organisations internationales œuvrant pour l'enfance selon le Baromètre mondial des organisations non gouvernementales WIN/Gallup International Association	1	1	1	– <sup>c</sup>	– <sup>c</sup>	1	1	1
Position de l'UNICEF parmi les organisations humanitaires selon le Baromètre mondial des organisations non gouvernementales WIN/Gallup International Association	Parmi les trois premières	Parmi les trois premières	Parmi les trois premières	– <sup>c</sup>	– <sup>c</sup>	Parmi les trois premières	Parmi les trois premières	Parmi les trois premières
Bureaux de pays de l'UNICEF participant à un cadre budgétaire commun	31 %	32 %	30 %	41 %	43 %	35 %	40 %	50 %
Volume et évolution des financements provenant de gouvernements (examen quadriennal complet) (en millions de dollars des États-Unis)	2 610	3 181	3 023 <sup>b</sup>	3 317 <sup>b</sup>	3 870	2 660	2 328	2 328
Volume et évolution des financements provenant de partenaires non gouvernementaux, y compris des institutions financières internationales, des banques régionales de développement, de la société civile et du secteur privé (examen quadriennal complet) (en millions de dollars des États-Unis)	1 223	1 894	1 889 <sup>b</sup>	1 753 <sup>b</sup>	2 569	2 049	1 956	1 996
<b>Gestion des ressources humaines</b>								
Durée moyenne de la période de recrutement (nombre de jours entre la clôture de la période de dépôt des candidatures et la date de l'offre d'emploi)	72	79	85	81	84	90	75	60
Demandes de surcapacité temporaire satisfaites dans les 56 jours (depuis la demande officielle jusqu'à l'arrivée du personnel dans le pays, conformément aux Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire)	92 %	91 %	89 %	98 %	93 %	90 %	90 %	90 %

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Part de femmes dans le personnel, toutes classes confondues	48 %	47 %	47 %	47 %	47 %	48 %	49 %	50 %
Part de femmes dans le personnel de classe P-5 ou de rang supérieur	44 %	45 %	46 %	48 %	45 %	45 %	48 %	50 %
<b>Conduite et direction de l'organisation</b>								
Taux de réalisation moyen par rapport aux objectifs d'étape du Plan stratégique	–	– <sup>d</sup>	95 %	90 %	105 %	100 %	100 %	100 %
<b>Sécurité du personnel et des locaux</b>								
Bureaux de pays répondant aux normes minimales de sécurité opérationnelle	91 %	90 %	94 %	100 %	100 %	90 %	95 %	100 %
Bureaux de pays répondant aux exigences du plan de continuité des opérations	99 %	99 %	100 %	98 %	99 %	100 %	100 %	100 %
<b>Supervision, gestion et appui aux opérations des bureaux de pays/extérieurs</b>								
Pays dans lesquels l'UNICEF concourt au développement des capacités à l'aide de politiques, d'institutions, de systèmes et de plans visant à consolider les plans de promotion de l'équité entre les enfants, en particulier en faveur des plus pauvres et des plus vulnérables (examen quadriennal complet)	98 % (2014)	98 %	99 %	99 %	95 %	98 %	99 %	100 %
Bureaux de pays faisant état de gains d'efficacité ou de réductions des coûts dans le cadre de leurs fonctions relatives aux programmes et aux opérations	86 %	72 %	72 %	80 %	83 %	90 %	95 %	100 %
Ressources ordinaires affectées aux programmes qui ont été dépensées à la fin de l'année	96,5 %	95 %	97 %	98 %	98 %	> 95 %	> 95 %	> 95 %
Contribution de l'UNICEF en espèces au système des coordonnateurs résidents (examen quadriennal complet) (en millions de dollars des États-Unis)	3,5	3,5	3,6	4,0	4,2	3,6	4,0	4,2
Contribution de l'UNICEF en nature au système des coordonnateurs résidents (examen quadriennal complet) (en millions de dollars des États-Unis)	2,4	2,7	2,9	3,2	5,9	2,8	3,1	3,4

Principaux indicateurs de résultats	Niveau de référence (2013, sauf indication contraire)	Résultats				Objectif d'étape		Cible
		2014	2015	2016	2017	2015	2016	
<b>Coordination du système des Nations Unies pour le développement</b>								
<b>Direction et coordination du système des Nations Unies pour le développement</b>								
Pour les domaines de responsabilité et les groupes dirigés ou codirigés au niveau mondial, groupes et domaines de responsabilité nationaux pour lesquels un coordonnateur de pays a été désigné	100 %	87 %	94 %	92 %	74 %	50 %	50 %	50 %
Pour les domaines de responsabilité et les groupes nouvellement activés, postes de coordonnateur de pays pourvus dans les 30 jours suivant l'activation du groupe	100 %	55 %	80 %	<sup>e</sup>	100 %	90 %	90 %	90 %

<sup>a</sup> Les descriptifs de programmes de pays n'ont pas été examinés en 2014.

<sup>b</sup> Rectificatif.

<sup>c</sup> WIN/Gallup International Association a mis un terme en 2016 à son enquête permettant d'établir le Baromètre mondial des organisations non gouvernementales.

<sup>d</sup> Les objectifs d'étape annuels ont été formulés à partir de 2015.

<sup>e</sup> Aucun groupe sectoriel n'a été officiellement activé en 2016.

## Ressources et dépenses (2017)

Tableau 4

### Vingt premiers partenaires fournisseurs de ressources ordinaires, par montant des contributions reçues (2017)<sup>a</sup>

(En millions de dollars des États-Unis)

Partenaire	Contribution aux ressources ordinaires
1. États-Unis d'Amérique	133
2. Japon (CN)	111
3. République de Corée (CN)	99
4. Suède	85
5. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	54
6. Espagne (CN)	53
7. Norvège	48
8. Allemagne (CN)	44
9. France (CN)	44
10. Suède (CN)	42
11. Pays-Bas (CN)	41

<i>Partenaire</i>	<i>Contribution aux ressources ordinaires</i>
12. Italie (CN)	35
13. États-Unis d'Amérique (CN)	35
14. Suisse	24
15. Pays-Bas	20
16. Japon	19
17. Belgique	18
18. Allemagne	17
19. Australie	16
20. Royaume-Uni (CN)	14

*Abréviations* : CN = Comité national pour l'UNICEF.

<sup>a</sup> Contributions reçues en espèces.

**Tableau 5**  
**Trente premiers partenaires fournisseurs de ressources, par montant**  
**des contributions reçues (2017)<sup>a</sup>**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>N° Partenaire</i>	<i>Contribution aux ressources ordinaires</i>	<i>Contribution aux autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>	<i>Contribution aux autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>	<i>Contribution totale</i>
1. États-Unis d'Amérique	133	164	518	815
2. Royaume-Uni	54	203	264	521
3. Commission européenne	–	285	215	500
4. Allemagne	17	116	234	367
5. Groupe de la Banque mondiale	–	351	–	351
6. États-Unis d'Amérique (CN)	35	261	44	339
7. Suède	85	82	40	207
8. Norvège	48	86	60	194
9. Japon	19	78	73	170
10. Bureau de la coordination des affaires humanitaires <sup>b</sup>	–	–	141	141
11. Japon (CN)	111	9	13	133
12. Canada	13	70	49	132
13. République de Corée (CN)	99	23	2	124
14. Fonds GAVI	–	120	–	120
15. Pays-Bas	20	58	25	103
18. Allemagne (CN)	44	16	35	95
16. Suède (CN)	42	35	8	85
17. Espagne (CN)	53	7	9	69

N° Partenaire	Contribution aux ressources ordinaires	Contribution aux autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)	Contribution aux autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)	Contribution totale
19. Royaume-Uni (CN)	14	35	18	67
20. Programmes communs du Groupe des Nations Unies pour le développement	–	66	–	66
21. France (CN)	44	11	6	61
22. Pays-Bas (CN)	41	8	9	58
23. Danemark	13	24	18	55
24. Programme des Nations Unies pour le développement <sup>c</sup>	–	27	26	53
25. Partenariat mondial pour l'éducation	–	52	–	52
26. Italie (CN)	35	2	3	40
27. Australie	16	4	20	40
28. Suisse	24	5	11	40
29. République de Corée	4	28	6	38
30. Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme	–	34	4	38

*Abréviations* : CN = Comité national pour l'UNICEF.

*Note* : Certains chiffres ont été arrondis ; données arrêtées au 27 mars 2018.

<sup>a</sup> Contributions reçues en espèces.

<sup>b</sup> Les contributions du Bureau de la coordination des affaires humanitaires comprennent 109 millions de dollars du Fonds central pour les interventions d'urgence et 32 millions de dollars d'autres sources.

<sup>c</sup> Les contributions du Programme des Nations Unies pour le développement comprennent 10 millions de dollars du Fonds humanitaire commun et 43 millions de dollars du programme « Unis dans l'action » et de programmes conjoints.

Tableau 6  
**Cinq premiers partenaires fournisseurs de contributions en nature (2017)**

(En millions de dollars des États-Unis)

Partenaire	Valeur de la contribution
1. États-Unis d'Amérique	30
2. Nutrition International	10
3. Danemark	3
4. Hongrie	3
5. Nigéria	2

Tableau 7  
**Dépenses directement liées aux programmes, par région (2017)**

(En millions de dollars des États-Unis)

Région	Santé	VIH et sida	Eau, assainissement et hygiène (WASH)	Nutrition	Éducation	Protection de l'enfance	Inclusion sociale	Total
AEAA	344,5	33,3	236,7	228,7	206,9	142,4	52,7	1 245,3
AEP	63,7	4,8	38,1	27,8	62,4	41,4	22,1	260,5
ALC	20,0	2,0	31,6	10,2	43,7	41,2	24,8	173,4
AOAC	437,4	30,7	227,1	172,1	174,0	120,7	35,1	1 197,2
AS	228,2	1,7	86,5	94,2	108,7	59,3	25,8	604,5
EAC	16,5	3,8	12,0	3,8	135,8	66,9	36,7	275,4
MOAN	179,0	1,4	362,2	114,3	442,0	190,8	174,6	1 464,1
Siège de l'ONU	85,8	6,5	24,3	14,3	29,3	26,8	41,4	228,4
<b>Total</b>	<b>1 374,9</b>	<b>84,2</b>	<b>1 018,5</b>	<b>665,4</b>	<b>1 202,9</b>	<b>689,7</b>	<b>413,3</b>	<b>5 448,7</b>

*Abréviations des désignations régionales* : AEAA = Afrique de l'Est et Afrique australe ; AEP = Asie de l'Est et Pacifique ; ALC = Amérique latine et Carabes ; AOAC = Afrique de l'Ouest et Afrique centrale ; AS = Asie du Sud ; EAC = Europe et Asie centrale ; MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.

*Note* : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ou des lignes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

Tableau 8  
**Dépenses directement liées aux programmes, par domaine d'intervention (2017)<sup>a</sup>**

(En millions de dollars des États-Unis)

Domaine d'intervention	Ressources ordinaires	Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)	Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)	Total	Pourcentage des dépenses de programmes en 2017	Pourcentage estimé des dépenses de programmes associées au Plan stratégique pour 2014-2017
Santé	235,3	873,4	266,2	1 374,9	25,2 %	28,0
VIH et sida	34,0	45,5	4,7	84,2	1,5 %	5,0
WASH	135,7	341,3	541,6	1 018,5	18,7 %	15,0
Nutrition	113,7	241,0	310,7	665,4	12,2 %	10,0
Éducation	162,6	497,8	542,4	1 202,9	22,1 %	20,0
Protection de l'enfance	179,4	243,1	267,2	689,7	12,7 %	12,0
Inclusion sociale	131,6	159,1	122,5	413,3	7,6 %	10,0
<b>Total (arrondi)</b>	<b>992,2</b>	<b>2 401,2</b>	<b>2 055,3</b>	<b>5 448,7</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0</b>

*Note* : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

<sup>a</sup> Conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, l'UNICEF reclasse sous forme d'actifs les dépenses de programmes directement liées à la construction de bâtiments, pour l'essentiel des écoles. Les dépenses de programmes seront comptabilisées en 2018, lorsque les bâtiments seront achevés et remis aux partenaires.

Tableau 9  
**Dépenses directement liées aux programmes en Afrique subsaharienne,  
 par domaine d'intervention (2017)**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Domaine d'intervention</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>	<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>	<i>Total</i>
Santé	137,8	533,7	133,3	804,8
VIH et sida	27,0	35,7	1,9	64,5
WASH	80,3	228,5	177,4	486,2
Nutrition	64,4	140,9	216,5	421,7
Éducation	92,2	224,2	82,0	398,4
Protection de l'enfance	97,2	114,3	63,9	275,4
Inclusion sociale	51,9	30,0	6,6	88,4
<b>Ensemble des domaines d'intervention du Plan stratégique (Afrique subsaharienne)</b>	<b>550,7</b>	<b>1 307,1</b>	<b>681,5</b>	<b>2 539,4</b>

*Note* : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

Tableau 10  
**Dépenses directement liées aux programmes dans les pays les moins avancés,  
 par domaine d'intervention (2017)**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Domaine d'intervention</i>	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources (affectées aux opérations ordinaires)</i>	<i>Autres ressources (affectées aux opérations d'urgence)</i>	<i>Total</i>
Santé	134,1	460,4	156,8	751,3
VIH et sida	16,1	26,5	1,5	44,1
WASH	84,7	215,8	211,6	512,1
Nutrition	66,2	153,0	234,1	453,3
Éducation	91,0	263,5	98,2	452,7
Protection de l'enfance	99,9	95,6	76,6	272,1
Inclusion sociale	51,6	102,7	18,6	172,9
<b>Ensemble des domaines d'intervention du Plan stratégique (pays les moins avancés)</b>	<b>543,7</b>	<b>1 317,4</b>	<b>797,4</b>	<b>2 658,5</b>

*Note* : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

Tableau 11  
**Dépenses directement liées aux programmes, par composante,  
dans chaque domaine d'intervention (2017)**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Composante</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Pourcentage des dépenses du domaine d'intervention</i>
Vaccination	173,4	13 %
Éradication de la poliomyélite	286,6	21 %
Santé maternelle et néonatale	174,9	13 %
Santé infantile	200,6	15 %
Renforcement des systèmes de santé	156,8	11 %
Santé et situations d'urgence	150,8	11 %
Santé (général)	231,8	17 %
<b>Total pour le domaine d'intervention – santé</b>	<b>1 374,9</b>	<b>100 %</b>
Circoncision infantile et prévention de la transmission mère-enfant du VIH	21,7	26 %
Prise en charge et traitement des enfants touchés par le VIH et le sida	5,9	7 %
Adolescents, VIH et sida	12,8	15 %
Protection, prise en charge et aide aux enfants et aux familles touchées par le VIH	1,2	1 %
VIH (général)	42,7	51 %
<b>Total pour le domaine d'intervention – VIH et sida</b>	<b>84,2</b>	<b>100 %</b>
Approvisionnement en eau	192,7	19 %
Assainissement	79,4	8 %
Hygiène	18,4	2 %
Eau, assainissement et hygiène dans les écoles et les centres de développement de la petite enfance	62,9	6 %
Eau, assainissement et hygiène dans les situations d'urgence	339,0	33 %
Eau, assainissement et hygiène (général)	326,0	32 %
<b>Total pour le domaine d'intervention – eau, assainissement et hygiène</b>	<b>1 018,5</b>	<b>100 %</b>
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant	72,0	11 %
Micronutriments	40,9	6 %
Nutrition et VIH	0,0	0 %
Gestion au niveau local de la malnutrition aiguë	189,0	28 %
Nutrition dans les situations d'urgence	69,0	10 %
Nutrition (général)	294,5	44 %
<b>Total pour le domaine d'intervention – nutrition</b>	<b>665,4</b>	<b>100 %</b>
Apprentissage du jeune enfant	73,8	6 %

<i>Composante</i>	<i>Dépenses</i>	<i>Pourcentage des dépenses du domaine d'intervention</i>
Accent sur l'équité, en particulier pour les filles, et éducation inclusive	169,8	14 %
Apprentissage et écoles amies des enfants	215,3	18 %
Éducation dans les situations d'urgence	438,8	36 %
Éducation (général)	305,2	25 %
<b>Total pour le domaine d'intervention – éducation</b>	<b>1 202,9</b>	<b>100 %</b>
Données et protection de l'enfance	11,5	2 %
Système de protection de l'enfance	91,6	13 %
Violence, exploitation et maltraitance	119,7	17 %
Justice pour les enfants	40,3	6 %
Enregistrement des naissances	31,3	5 %
Protection de l'enfance dans les situations d'urgence	208,8	30 %
Protection de l'enfance – renforcement des familles et des communautés	71,4	10 %
Protection de l'enfance (général)	115,1	17 %
<b>Total pour le domaine d'intervention – protection de l'enfance</b>	<b>689,7</b>	<b>100 %</b>
Données et éléments factuels sur l'exclusion sociale	28,2	7 %
Protection sociale et pauvreté touchant les enfants	198,1	48 %
Finances publiques et gouvernance locale	21,6	5 %
Promotion des politiques urbaines, de l'action de la société civile, des initiatives parlementaires et des politiques environnementales	47,7	12 %
Institutions de défense des droits de l'homme	20,0	5 %
Politique économique et sociale (général)	97,7	24 %
<b>Total pour le domaine d'intervention – inclusion sociale</b>	<b>413,3</b>	<b>100 %</b>

*Note* : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

Tableau 12  
**Financement thématique pour les domaines d'intervention du Plan stratégique et l'aide humanitaire (2017)**

(En millions de dollars des États-Unis)

<i>Domaine d'intervention</i>	<i>2017</i>
Santé	14,0
VIH et sida	9,3
WASH	44,1
Nutrition	5,9

---

<i>Domaine d'intervention</i>	<i>2017</i>
Éducation	93,4
Protection de l'enfance	23,0
Inclusion sociale	6,0
Égalité des sexes	0,1
Aide humanitaire	192,1
<b>Total</b>	<b>387,9</b>

---

*Note* : Données arrêtées au 27 mars 2018.

## Ressources et liens avec le Plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017<sup>2</sup>

Tableau 13

### Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources par domaine de réalisation (2014-2017)

(En millions de dollars des États-Unis)

Réalisation	Original 2014-2017				Révisé 2014-2017				Dépenses 2014-2017			
	Autres ressources			Total des ressources	Autres ressources			Total des ressources	Autres ressources			Total des ressources
	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts		Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts		Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	
Programmes	4 091,0	10 713,6	–	14 804,6	3 651,8	13 429,1	–	17 080,9	3 746,0	15 695,9	–	19 441,9
P1 Accès amélioré et équitable à des interventions à fort impact pour la mère et l'enfant, depuis la grossesse jusqu'à l'adolescence, et promotion de comportements sains	1 227,3	2 918,0	–	4 145,3	1 022,5	3 760,2	–	4 782,7	928,8	4 342,0	–	5 270,8
P2 Accès amélioré et équitable à des interventions éprouvées de prévention et de traitement du VIH chez l'enfant, la femme enceinte et l'adolescent	245,4	494,8	–	740,2	182,6	671,4	–	854,0	146,2	254,0	–	400,2
P3 Accès amélioré et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à des pratiques d'hygiène améliorées	450,0	1 770,7	–	2 220,7	547,8	2 014,4	–	2 562,1	460,3	3 102,7	–	3 563,0
P4 Accès amélioré et équitable à l'appui nutritionnel et amélioration de la nutrition et des pratiques de soins	327,3	1 153,2	–	1 480,5	365,2	1 342,9	–	1 708,1	459,9	1 917,0	–	2 376,9
P5 Amélioration des acquis scolaires et accès à un enseignement inclusif et équitable	654,6	2 306,3	–	2 960,9	730,4	2 685,8	–	3 416,2	611,0	3 513,7	–	4 124,7

<sup>2</sup> De nombreuses données sur le Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources sont présentées dans le compendium de données et le tableau de bord.

Réalisation	Original 2014-2017				Révisé 2014-2017				Dépenses 2014-2017			
	Autres ressources				Autres ressources				Autres ressources			
	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	Total des ressources	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	Total des ressources	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	Total des ressources
P6 Amélioration de la prévention et de la prise en charge équitables de la violence, de la maltraitance, de l'exploitation et de la négligence à l'égard des enfants	490,9	1 285,6	–	1 776,5	438,2	1 611,4	–	2 049,6	636,7	1 816,7	–	2 453,3
P7 Efficacité accrue des politiques et des systèmes en faveur des enfants défavorisés et exclus grâce à l'amélioration des connaissances et des données	695,5	785,0	–	1 480,5	365,2	1 342,9	–	1 708,1	503,1	749,8	–	1 252,9

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

Tableau 14

### Cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources par indicateur de résultat (2014-2017)

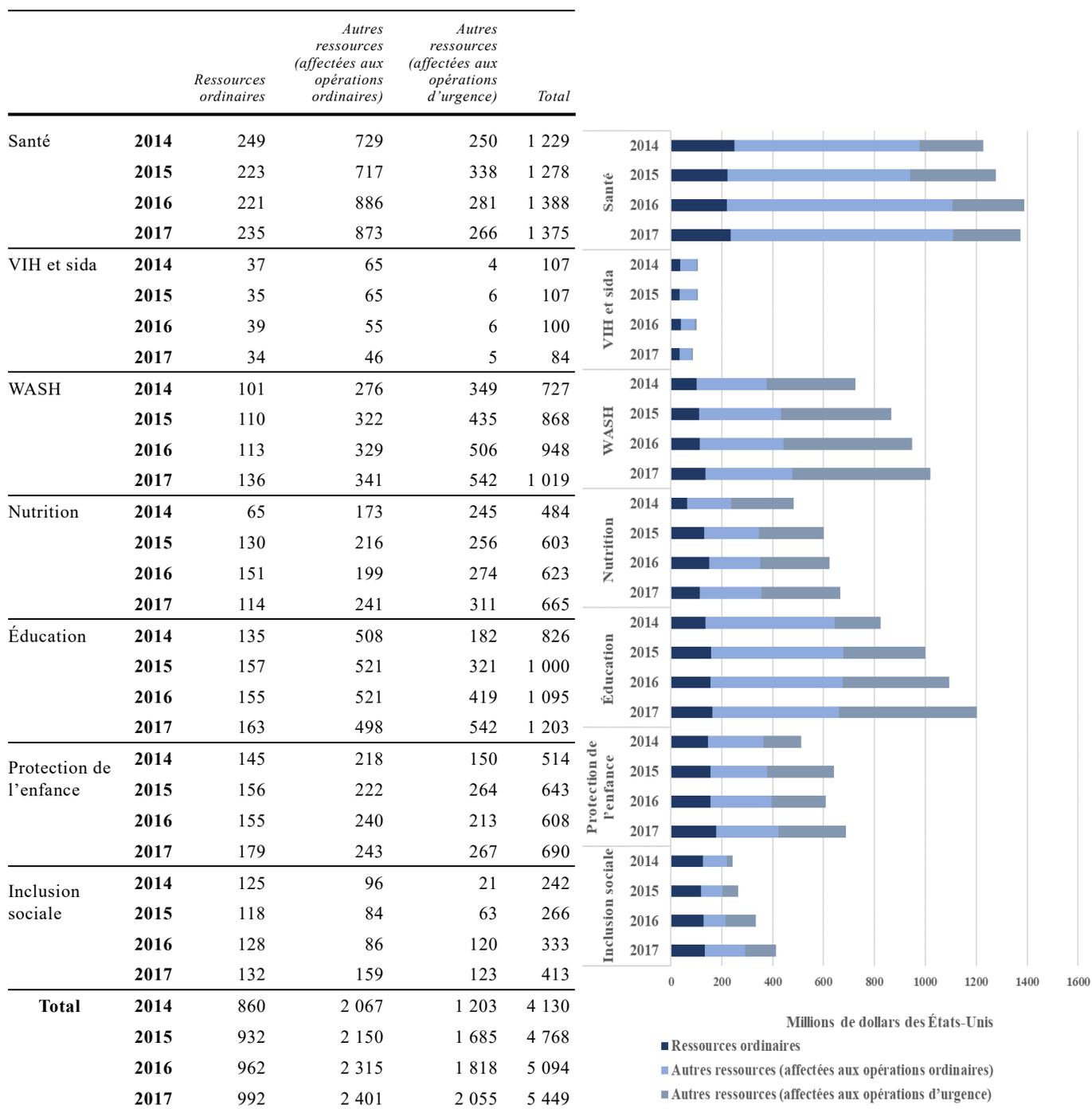
(En millions de dollars des États-Unis)

Indicateur de résultat/ Groupe fonctionnel	Original 2014-2017				Révisé 2014-2017				Dépenses 2014-2017			
	Autres ressources				Autres ressources				Autres ressources			
	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	Total des ressources	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	Total des ressources	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	Total des ressources
<b>Efficacité et efficacité de l'organisation</b>												
Amélioration de la qualité des programmes grâce à une gestion axée sur les résultats	467,4	100,1	–	567,5	467,4	100,1	–	567,5	418,2	108,7	–	526,9

Indicateur de résultat/ Groupe fonctionnel	Original 2014-2017				Révisé 2014-2017				Dépenses 2014-2017			
	Autres ressources			Total des ressources	Autres ressources			Total des ressources	Autres ressources			Total des ressources
	Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts		Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts		Ressources ordinaires	Programmes	Recouvrement des coûts	
Amélioration de la gestion des ressources financières et humaines en vue de l'obtention de résultats	648,7	–	786,7	1 435,4	531,2	–	904,2	1 435,4	304,1	–	972,5	1 276,6
Coordination du système des Nations Unies pour le développement	20,3	16,3	–	36,6	20,3	16,3	–	36,6	20,7	7,3	–	28,1
<b>Objectifs particuliers</b>	<b>646,8</b>	<b>–</b>	<b>36,3</b>	<b>683,1</b>	<b>613,4</b>	<b>86,0</b>	<b>34,6</b>	<b>734,1</b>	<b>631,5</b>	<b>61,2</b>	<b>74,1</b>	<b>766,8</b>
Investissements en capital	18,7	–	36,3	55,0	20,4	–	34,6	55,0	21,6	–	74,1	95,7
Collecte de fonds auprès du secteur privé	454,0	–	–	454,0	410,6	86,0	–	496,6	423,5	61,2	–	484,6
Divers, y compris services d'achat	174,1	–	–	174,1	182,5	–	–	182,5	186,4	–	–	186,4
<b>Total des ressources utilisées</b>	<b>1 783,2</b>	<b>116,4</b>	<b>823,0</b>	<b>2 722,6</b>	<b>1 632,3</b>	<b>202,4</b>	<b>938,8</b>	<b>2 773,6</b>	<b>1 374,5</b>	<b>177,2</b>	<b>1 046,7</b>	<b>2 598,4</b>

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 21 mars 2018.

Figure I  
Aide directe aux programmes par domaine d'intervention et par catégorie de ressources (2014-2017)



Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

Tableau 15  
**Dépenses directement liées aux programmes et résultats obtenus par domaine de réalisation<sup>a</sup> (2014-2017)**

<i>Réalisation</i>	<i>Pourcentage des dépenses de programmes</i>				<i>Pourcentage estimé des dépenses de programmes associées au Plan stratégique pour 2014-2017</i>
	<i>2014</i>	<i>2015</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	
Accès amélioré et équitable à des interventions à fort impact pour la mère et l'enfant, depuis la grossesse jusqu'à l'adolescence, et promotion de comportements sains	29,8	26,8	27,2	25,2	28,0
Accès amélioré et équitable à des interventions éprouvées de prévention et de traitement du VIH chez l'enfant, la femme enceinte et l'adolescent	2,6	2,2	2,0	1,5	5,0
Accès amélioré et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à des pratiques d'hygiène améliorées	17,6	18,2	18,6	18,7	15,0
Accès amélioré et équitable à l'appui nutritionnel et amélioration de la nutrition et des pratiques de soins	11,7	12,7	12,2	12,2	10,0
Amélioration des acquis scolaires et accès à un enseignement inclusif et équitable	20,0	21,0	21,5	22,1	20,0
Amélioration de la prévention et de la prise en charge équitables de la violence, de la maltraitance, de l'exploitation et de la négligence à l'égard des enfants	12,4	13,5	11,9	12,7	12,0
Efficacité accrue des politiques et des systèmes en faveur des enfants défavorisés et exclus grâce à l'amélioration des connaissances et des données	5,9	5,6	6,5	7,6	10,0
<b>Total (arrondi)</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

*Note* : Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent différer légèrement de la somme des colonnes ; données arrêtées au 27 mars 2018.

<sup>a</sup> Conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public, l'UNICEF reclasse sous forme d'actifs les dépenses de programmes directement liées à la construction de bâtiments, pour l'essentiel des écoles. Les dépenses de programmes seront comptabilisées en 2018, lorsque les bâtiments seront achevés et remis aux partenaires.

## Indicateurs pertinents tirés du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies<sup>3</sup>

Tableau 16  
Progrès réalisés par l'UNICEF (2014-2017)

<i>Numéro du cadre de suivi et d'établissement de rapports</i>	<i>Paragraphe de l'examen quadriennal complet<sup>a</sup></i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Progrès au niveau de l'UNICEF</i>
12	35	Nombre d'entités des Nations Unies qui, en 2014, ont rendu compte à leurs organes directeurs des mesures concrètes qu'elles avaient prises en vue d'élargir la base des donateurs	Une fois	Ces renseignements ont été communiqués dans le contexte du dialogue structuré tenu à la session ordinaire du Conseil d'administration de 2014. Les membres du Conseil d'administration ont pris note des progrès réalisés au paragraphe 7 de la décision 2014/17. L'UNICEF a continué de fournir des informations sur l'élargissement de la base de donateurs lors des dialogues structurés tenus en 2015 et 2016. Un dialogue structuré a eu lieu en septembre 2017, à la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration, suite à la tenue de consultations sur le sujet en août.
13	39	Nombre de fonds et programmes des Nations Unies ayant défini en 2014 des principes communs en vue de la définition du concept de masse critique des ressources de base	Une fois	Des principes communs concernant le concept de masse critique des ressources de base ont été présentés par les fonds et programmes aux États Membres le 19 décembre 2013. Ces principes communs ont été appliqués par chaque organisme en fonction de son modèle d'activité et de l'architecture de son financement, sur la base d'une série de consultations avec les États Membres. L'UNICEF a tenu trois consultations en 2014 (les 29 mai, 9 juillet et 27 août) avec son Conseil d'administration, pour examiner la question de la masse critique dans le cadre du dialogue structuré sur le financement des résultats du Plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017. Lors de ces consultations, des approches spécifiques portant sur la définition d'une masse critique de ressources de base ont été présentées au Comité. Lors de sa deuxième session ordinaire de 2014, le Conseil d'administration a adopté sa décision 2014/17 sur la question, par laquelle les membres du Conseil ont constaté les principes communs du concept de masse critique des ressources de base.

<sup>3</sup> Les indicateurs, ainsi que les valeurs de référence et les cibles, présentés dans le tableau 16 correspondent à ceux du cadre de suivi et d'établissement de rapports qui est annexé au rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (A/71/63-E/2016/8).

<i>Numéro du cadre de suivi et d'établissement de rapports</i>	<i>Paragraphe de l'examen quadriennal complet<sup>a</sup></i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Progrès au niveau de l'UNICEF</i>
17	46	Nombre d'entités des Nations Unies qui, en 2014, ont organisé dans leurs organes directeurs respectifs des dialogues structurés sur le mode de financement des résultats de développement convenus pour le nouveau cycle de planification stratégique	Une fois	L'UNICEF a organisé un dialogue structuré sur le financement des résultats du Plan stratégique et la masse critique des ressources de base le 9 septembre 2014, lors de la deuxième session ordinaire du Conseil d'administration. Dans sa décision 2014/17, le Conseil a décidé d'organiser chaque année à sa deuxième session ordinaire, avec l'appui du secrétariat de l'UNICEF, un dialogue structuré avec les États Membres pour surveiller la prévisibilité, la souplesse et l'adéquation des ressources fournies en vue de l'application du Plan stratégique, y compris les informations sur les déficits de financement. Conformément à cette décision, l'UNICEF a organisé un dialogue structuré sur le financement des résultats du Plan stratégique aux deuxièmes sessions ordinaires du Conseil de 2015 et 2016. En outre, l'UNICEF a présenté une stratégie de mobilisation des ressources, lors de la première session ordinaire du Conseil en 2016, et tenu deux consultations avec les membres du Conseil d'administration au printemps 2016 sur la question d'un financement flexible pluriannuel, en préparation du dialogue structuré et du document de séance correspondant établi pour la deuxième session ordinaire, tenue en septembre 2016. En septembre 2017, un dialogue structuré a eu lieu à la deuxième session ordinaire du Conseil, suite à la tenue de consultations sur le sujet en août.
20a	43, 48, 51, 53	Pourcentage du total des dépenses de base affectées aux activités de développement menées par des fonds et programmes qui est alloué aux activités relatives aux programmes	Annuelle	En 2017, l'UNICEF a dépensé 85 % de ses ressources de base au titre d'activités relatives aux programmes.
20b		Pourcentage du total des dépenses autres que les dépenses de base affectées à des activités de développement menées par des fonds et programmes, qui est alloué aux activités relatives aux programmes	Annuelle	En 2017, l'UNICEF a dépensé 93 % de ses ressources autres que les ressources de base au titre d'activités relatives aux programmes.

<i>Numéro du cadre de suivi et d'établissement de rapports</i>	<i>Paragraphe de l'examen quadriennal complet<sup>a</sup></i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Progrès au niveau de l'UNICEF</i>
22	54	Nombre d'entités des Nations Unies déclarant les montants de dépenses recouverts dans leurs rapports financiers périodiques	Annuelle	L'UNICEF rend compte chaque année du montant des coûts recouverts, dans ses rapports financiers périodiques.
28	63	Pourcentage moyen de bureaux de pays qui utilisent l'approche commune de mesure des capacités du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), une fois sa conception achevée	–	En 2017, le GNUD a terminé d'élaborer et a publié la Note d'orientation complémentaire relative aux plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement consacrée au développement des capacités, qui comprend une section sur la mesure du développement des capacités (sect. 3.2, p. 10 à 13). Le pourcentage moyen de bureaux de pays qui utilisent l'approche commune de mesure des capacités du GNUD sera évalué dans les plans-cadres qui seront publiés à l'avenir et les programmes de pays y relatifs.
29	14, 15	Prise en compte des trois dimensions du développement durable dans les plans stratégiques des membres du GNUD	Une fois	Le Plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017 prend en compte les trois dimensions du développement durable.
32	74, 77	Nombre d'entités des Nations Unies qui intègrent la coopération Sud-Sud dans leurs plans stratégiques	Annuelle	La coopération Sud-Sud fait l'objet d'une stratégie spécifique dans le Plan stratégique de l'UNICEF pour 2014-2017, ainsi que dans le Plan stratégique pour 2018-2021.
33	74, 77	Nombre d'entités des Nations Unies qui font état de leur contribution à la coopération Sud-Sud dans leurs plans stratégiques	Annuelle	Le dernier rapport du Directeur général rend compte des progrès de la coopération Sud-Sud en 2017.
56	119	Nombre d'entités des Nations Unies qui ont simplifié et harmonisé les instruments de programmation propres à chaque organisme (préciser le type d'instrument)	Annuelle	Depuis 2014, l'UNICEF, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme alimentaire mondial (PAM), simplifie et harmonise la présentation des descriptifs de programmes de pays, sur approbation du Conseil d'administration.

<i>Numéro du cadre de suivi et d'établissement de rapports</i>	<i>Paragraphe de l'examen quadriennal complet<sup>a</sup></i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Progrès au niveau de l'UNICEF</i>
67a	128	Contributions en numéraire au système des coordonnateurs résidents	Annuelle	L'UNICEF a apporté une contribution de 4,2 millions de dollars au système des coordonnateurs résidents en 2017.
67b	128	Contributions en nature au système des coordonnateurs résidents	À confirmer	En 2017, l'UNICEF a apporté une contribution en nature d'une valeur de 5,9 millions de dollars au système des coordonnateurs résidents, pour les principales fonctions de coordination du système (analyse et planification stratégiques, communication externe et activités de promotion, fonction de coordonnateur résident par intérim).
83	152	Soumission aux organes directeurs, en 2014, d'un plan de regroupement des services communs d'appui au niveau des pays, notamment dans les domaines de la gestion financière, des ressources humaines, de la passation des marchés, des technologies de l'information et des communications et d'autres services	Une fois	L'UNICEF a intégré un indicateur concernant les stratégies relatives aux modalités de fonctionnement dans son Plan stratégique pour 2018-2021 et étudie activement les moyens d'appliquer intégralement ces stratégies d'ici à 2021. Le Centre mondial de services partagés (GSSC) a été chargé de diriger l'action dans ce domaine, qui comprend à ce jour la mise en place de structures de gouvernance internes pour mesurer les progrès, la création d'une page consacrée aux stratégies relatives aux modalités de fonctionnement sur le site Web du GSSC et l'offre d'activités supplémentaires de formation et de conseil aux bureaux de pays. Le Centre mondial coopère étroitement avec le PAM, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Bureau de la coordination des activités de développement en vue de mener une action plus concertée de promotion des stratégies relatives aux modalités de fonctionnement.
85	159	Proposition de définition commune des coûts de fonctionnement et d'un système commun (et normalisé) de contrôle des coûts, pour présentation en 2014	Une fois	L'UNICEF a dirigé à cette fin un groupe de travail interinstitutions dans le cadre du Réseau Finances et budget. Une proposition de définition commune des coûts de fonctionnement a été arrêtée et adoptée. Les travaux ont donné lieu à l'examen des classifications harmonisées des coûts actuellement utilisées par le PNUD, le FNUAP, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et l'UNICEF. Une fois établi, le cadre sera utilisé par d'autres entités des Nations Unies comme référence pour définir les coûts.
88a	152, 154	Nombre de pays utilisant des services communs	Annuelle	Quelque 124 bureaux de pays de l'UNICEF ont indiqué avoir utilisé des services communs en 2017.
88b	152, 154	Nombre de pays mettant en œuvre des accords	Annuelle	Au total, 99 pays ont déclaré avoir mis en œuvre des accords communs à long terme en 2017.

<i>Numéro du cadre de suivi et d'établissement de rapports</i>	<i>Paragraphe de l'examen quadriennal complet<sup>a</sup></i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Fréquence</i>	<i>Progrès au niveau de l'UNICEF</i>
		communs à long terme		
88c	152, 154	Nombre de pays mettant en œuvre une approche harmonisée des achats	Annuelle	Quatre-vingt-douze bureaux de pays de l'UNICEF ont indiqué avoir mis en œuvre une approche commune dans la passation des marchés (organes de contrôle communs, contrats types, bases de données de fournisseurs locaux, fichiers de consultants et dossiers d'invitation à soumissionner).
88d	152, 154	Nombre de pays mettant en œuvre une gestion commune des ressources humaines	Annuelle	Trente-six bureaux de pays de l'UNICEF ont indiqué avoir appliqué une approche commune de la gestion des ressources humaines (bulletins communs de vacances de poste, groupes de sélection, listes de compétences et fichiers de consultants).
88e	152, 154	Nombre de pays mettant en œuvre des services informatiques et des services de communications	Annuelle	Au total, 84 bureaux de pays de l'UNICEF ont indiqué avoir appliqué une approche harmonisée des services informatiques et des services de communications (sécurité commune de l'informatique et des communications, connectivité, soutien et infrastructures).
88f	152, 154	Nombre de pays mettant en œuvre des services de gestion financière	Annuelle	Quelque 55 bureaux de pays de l'UNICEF ont indiqué avoir appliqué une approche commune de la gestion financière (contrats communs pour les évaluations bancaires).
90	153	Nombre d'entités des Nations Unies qui ont présenté des plans de rationalisation intra-institutionnelle de leurs pratiques de fonctionnement à leur organe directeur fin 2013	Une fois	Le GSSC est officiellement entré en service en septembre 2015, et le regroupement des opérations de traitement des factures et des paiements, de gestion des données de référence, d'administration des ressources humaines, des services de paie et des services mondiaux d'assistance depuis les bureaux de l'UNICEF au GSSC, à Budapest, a été achevé à la fin de 2016. Des économies de 25 millions de dollars ont été réalisées au niveau des transactions en 2017. Par l'intermédiaire du GSSC, l'UNICEF continuera d'exploiter et de rechercher des possibilités d'accroître l'efficacité de ses activités et sa valeur ajoutée en rationalisant la prestation de ses services de manière à promouvoir l'obtention de résultats dans le cadre de ses programmes dans le monde entier.